

Colloque FARM-Pluriagri, 18 décembre 2020

Discours de Jean-Marie Sander, président de FARM

Mesdames, Messieurs,

Chers Amis,

Bienvenue ! Bienvenue au traditionnel colloque annuel de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, co-organisé comme d'habitude avec Pluriagri et avec le soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Agence française de développement. **Bienvenue, en particulier, à nos amis africains du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Kenya, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, du Togo, qui ont accepté de partager avec nous leur expérience.**

Ce colloque, nous nous en réjouissons, est devenu un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui veulent que les agricultures du Sud puissent relever les **multiples défis** – économiques, sociaux, environnementaux – auxquelles elles sont confrontées, et qui s'interrogent sur les manières d'y parvenir.

Multiples défis qu'illustrent bien les thèmes des colloques annuels que FARM a organisés ces dernières années : depuis « **Assurer la production agricole** », en 2012, où nous avons discuté des assurances contre les aléas climatiques – sujet que nous allons d'ailleurs retrouver ce matin -, jusqu'aux questions de **création et de répartition de la valeur**, en 2019, thème en parfaite résonance avec les préoccupations croissantes sur la **durabilité des filières agroalimentaires**, dans le contexte des Objectifs de développement durable de l'ONU. Est-il besoin de préciser que ces préoccupations tendent à devenir universelles et qu'elles se posent – dans des contextes certes très différents – dans toutes les régions ? C'est l'une des raisons qui justifient pleinement notre collaboration avec Pluriagri, comme Eric Thirouin vient de le dire. Avec en outre ce constat, également partagé, que ce qui va se passer en Afrique dans les prochaines décennies, compte tenu de la prévalence de la pauvreté – terreau de l'insécurité -, de l'explosion de la demande et de ses répercussions potentielles sur les écosystèmes, sera déterminant pour le monde entier.

Lorsqu'il y a quelques mois, nous avons débattu, à FARM, du thème du colloque 2020, le choix a été facile. Un mot a dominé les discussions, celui de résilience. Je laisserai aux orateurs le soin de définir ce terme. Nous l'employons ici comme « capacité de résistance aux chocs » ou « faculté de rebondir après un choc », ce qui d'ailleurs n'est pas tout à fait la même chose. Bien évidemment, le choc en question, c'est celui de la Covid-19.

C'est peu dire, en effet, que la pandémie a profondément perturbé le fonctionnement des filières agroalimentaires africaines. Tous les maillons des chaînes de valeur, de la production à

la distribution, ont été touchés. Comment exactement, et avec quelle intensité, c'est ce que vont préciser les intervenants de ce matin. Mais il est clair aussi que cette crise a révélé les faiblesses préexistantes des filières agricoles : accès difficile au crédit, manque de fonds propres, énormes besoins de formation, etc. Au-delà des mesures immédiates, la réflexion doit porter sur les carences structurelles qui freinent le développement du secteur et l'empêchent de créer de la valeur, de générer des emplois. Ces emplois dont l'Afrique a tant besoin en raison des millions de jeunes qui vont arriver en nombre croissant sur le marché du travail.

Disons-le tout de suite, nous n'avons pas cherché à être exhaustifs. Comment prétendre l'être, devant un sujet d'une telle ampleur ? Nous avons donc choisi de procéder à quelques éclairages particuliers : le **besoin d'une meilleure coordination au sein des filières** ; la **constitution de réserves alimentaires** ; **l'assurance et le financement des acteurs**. Cela laisse dans l'ombre – dans l'ombre d'un futur colloque, peut-être – beaucoup d'autres aspects de la résilience, notamment ceux liés à l'évolution de la consommation alimentaire, qui est pourtant l'une des clés d'une plus grande durabilité économique, sociale et environnementale des systèmes alimentaires.

Enfin, nous avons voulu revenir sur un sujet majeur, mais relativement peu traité, signe sans doute d'un certain désarroi des politiques : le poids du secteur informel dans les économies africaines. Un poids que l'on observe dans tous les secteurs, mais plus particulièrement peut-être dans l'agriculture. Ce sujet a déjà été abordé l'an dernier, mais il nous a paru devoir être « revisité » à la lumière de la crise de la Covid. Lors d'une crise d'une telle intensité, les travailleurs informels, généralement démunis de toute protection sociale, paient en effet un lourd tribut. Les filières se disloquent, ralentissent leurs activités, voire cessent complètement de fonctionner. Et s'effondre, en même temps, le rêve des Etats qui voudraient « formaliser » ces activités pour élargir leur base fiscale, afin de générer les ressources dont ils manquent cruellement, et imposer des normes sociales et environnementales plus exigeantes. **Une table ronde, cet après-midi, discutera donc des initiatives prises par le secteur privé et par les gouvernements** pour soutenir la résilience des acteurs informels et favoriser graduellement leur inclusion dans l'économie dite « structurée ».

Voilà. Le programme de ce colloque s'inscrit parfaitement dans le cadre global des actions de FARM, qui relie **les pratiques des acteurs des filières et les politiques publiques susceptibles de favoriser un développement plus durable du secteur agroalimentaire dans les pays du Sud**, avec la collaboration et le soutien d'acteurs du Nord. Ces deux axes de travail – acteurs privés, politiques publiques – sont complémentaires. Ce sont les agriculteurs et les entreprises qui produisent, vendent, nouent des relations contractuelles plus ou moins élaborées. Mais les pouvoirs publics jouent ou peuvent jouer un rôle crucial dans la création d'un environnement favorable au déploiement des chaînes de valeur, dans la définition d'un socle de normes et de réglementations, ainsi que dans la régulation des marchés.

L'intérêt d'un tel colloque tient d'abord à la **diversité des points de vue** dont il permet l'expression, pour mieux appréhender la réalité et faire émerger des pistes d'action. Nous tenons à remercier chaleureusement ici tous ceux qui ont accepté de nourrir et de faire avancer le débat. **Fédérer les acteurs, identifier les problèmes, proposer des solutions**, telles sont bien, depuis 2005, les raisons d'être de FARM. Je vous souhaite, à tous, une excellente journée.